ILS EXIGENT DES LOGEMENTS DÉCENTS

Les jeunes de la cité de recasement ferment la mairie de Zemmouri

«Depuis des décennies, vous n'avez rien fait ; à notre tour de prendre les choses en mains», ont asséné des dizaines de jeunes de la cité de recasement de Zemmouri, ex-Courbet (Boumerdès), à leurs parents et membres de l'association du quartier en question. Les jeunes manifestants de la cité des 110 habitations précaires de Zemmouri ont, en effet, fermé, hier, la mairie pour réclamer des logements décents pour leurs familles. Les insurgés ont exigé, par ailleurs, la présence du wali de Boumerdès pour lui faire part de leurs doléances. La cité en question qui a fait, rappelons le, l'objet de notre reportage (*Le Soir d'Algérie* du 28 février 2011) a été comparée, dans une lettre envoyée au wali, à des écuries par l'association du quartier. Elle a été édifée en 1958 par l'armée française pour recaser des familles algériennes. Son état actuel est effectivement des plus déplorables. Adim Aïssa, maire de cette commune, affirme qu'il a saisi toutes les autorités de la wilaya à ce sujet et attend leur réponse. Il précise, en outre, que le chef de la daïra de Bordj-Menaïel, dont dépend la commune de Zemmouri, aurait promis d'intervenir pour le prélèvement d'un quota au profit des habitants de cette cité sur le projet de 200 logements en cours de réalisation actuellement.

Abachi L.

BÉJAÏA

Les RN 9 et 26 ainsi que la route de l'arrière-port fermées par des manifestants

Trois principaux axes routiers ont été fermés, hier, à la circulation automobile à travers la wilaya de Béjaïa. Il s'agit de la RN9 reliant la wilaya de Béjaïa à celle de Sétif, la RN26 dans la vallée de la Soummam et la route menant vers l'arrière-port, au niveau du chef-lieu de wilaya.

Au niveau de l'arrière-port de Béjaïa, ils étaient plusieurs dizaines de camionneurs de transport de marchandises à bloquer la route, en guise de protestation contre l'état de dégradation avancé de cette voie de communication.

Les camionneurs protestataires exigent, entre autres, des facilités d'accès au port et des révisions de leur impôt en fonction de leur situation. Au même moment, une centaine d'autres camionneurs bloquaient la RN9, à hauteur de Kherrata, pour réclamer la levée de l'interdiction d'emprunter le tunnel à proximité de la ville par le wali de Béjaïa.

Le même tronçon routier a été fermé durant la même journée d'hier à hauteur de Bakkaro, près de Tichy, par d'autres groupes de manifestants, 400 bénéficiaires de logements LSP protestant contre le retard observé dans la livraison de leurs logements. La visite du ministre des Télécommunications Moussa Benhamadi dans la région-est de Béjaïa a été quelque peu perturbée dans la journée d'hier par les actions de fermeture de la RN9. Le cortège ministériel a dû faire un long détour par le village Aït Ahmed pour rejoindre la localité de Souk-El-Tenine et poursuivre sa visite de travail jusqu'à Kherrata où les camionneurs ont finalement décidé de lever le blocus sur la route, après l'intervention des autorités locales qui leur ont promis de prendre en charge leurs doléances. Dans la vallée de la Soummam, la circulation automobile a été également fortement perturbée du côté de Tazmalt où plusieurs dizaines de manifestants avaient procédé à la fermeture de la RN 26, au niveau de la localité d'Allaghène, relevant de la commune de Tazmalt, pour réclamer l'établissement des actes de propriété de lots de terrains acquis en 2002, et ce, afin de leur permettre d'entamer la construction de leurs habitations.

A. Kersani

SIG

Après une nuit agitée, les demandeurs de logement recensés à la daïra

Des sources concordantes à Sig ont fait état d'une agitation sur les sites où se trouvaient encore des familles avec leurs effets. Il s'agit des familles qui avaient été délogées, après avoir squatté des logements. Les forces de l'ordre, en tentant de les évacuer, avaient essuyé des jets de projectiles. Dès les premières heures de la matinée, on a assisté à un nouveau rassemblement devant le siège de la daïra et la circulation s'en était trouvée perturbée. Finalement, l'on recevra des citoyens par groupe et là, on avait improvisé un recensement non-stop des demandeurs de logements. Une femme pas trop convaincue nous déclarera : «C'est toujours la même chanson. On nous parle encore de la constitution d'une commission et d'étude de dossiers». Au début de l'après-midi de dimanche, les esprits étaient apparemment déjà apaisés.

M. Meddeber

DES CENTAINES DE GARDES COMMUNAUX DEVANT LE SIÈGE DE LA WILAYA DE BOUIRA

«Nous voulons nos droits, rien que nos droits»

Encore une fois et bien que la majorité d'entre eux était en faction, ils étaient quand même des centaines de gardes communaux à se rassembler, hier, devant le siège de la wilaya de Bouira pour exiger leurs droits.

Les gardes communaux de la wilaya de Bouira ont, encore une fois, montré leur courroux face au mépris affiché par les pouvoirs publics à leur égard. Hier, ils étaient là avec des banderoles qui en disaient long sur leur situation et le calvaire qu'ils endurent depuis que l'Etat a décidé de les mettre en marge de l'Histoire.

Des banderoles sur lesquelles on pouvait lire en arabe «Hier, nous l'avons arrosé de notre sang. Aujourd'hui, ils veulent nous effacer de l'Histoire», ou encore «Hier, défenseurs de la République, aujourd'hui, fardeau de la République» et autre «Nous réclamons nos droits» qui ont été brandies en plus des slogans et proverbes qui en disent long sur la souffrance physique et morale de cette frange de la société qui a pris les armes quand la République était en danger et surtout quand le mot résistance avait toute sa noblesse. Aujourd'hui, ces milliers de gardes communaux se sentent tout simplement trahis et délaissés par l'Etat. Et pourtant à Bouira, ainsi qu'à Tizi-Ouzou et Boumerdès, ils continuent à lutter contre le terrorisme aux côtés des éléments de l'ANP et des autres corps de sécurité.

Aussi, hier, lors de leur rassemblement, leur porte-parole Aliouat Lahlou, chef du détachement de la Garde communale à M'chedallah, a tenu à rappeler certaines exigences, notamment ce refus catégorique de dissoudre ce corps. «Non, nous n'accepterons jamais la dissolution du corps de la Garde communale. Ceux qui veulent le faire, veulent effacer une page entière de l'Histoire du pays. Nous avons existé et nous possédons nos martyrs et rien que pour ces centaines de martyrs, nous devons lutter pour que leurs sacrifices ne soient pas vains. Nous devons veiller sur leur mémoire», dira-t-il sous un tonnerre d'applaudissements. Et de poursuivre : «L'Etat nous propose des postes avilissants comme portiers. C'est inadmissible pour un corps qui a été en avant-garde de la lutte antiterroriste surtout dans certaines régions où aucun autre corps de sécurité n'était présent.»

Aussi, et avant de conduire une délégation pour rencontrer les responsables de la wilaya et leur réitérer les principaux points contenus dans la plate-forme de revendications au nombre de 9, le porte-parole des gardes communaux de Bouira a appelé ses collègues à rester mobilisés jusqu'à la satisfaction de toutes leurs revendications, de celles du garde communal en exercice jusqu'à celles des veuves des martyrs du devoir qui sont tombés au champ d'honneur dans le cadre de la lutte antiterroriste.

Y. Y.

POUR RÉCLAMER LEURS FUSILS DE CHASSE ET DÉNONCER LE DEUX POIDS, DEUX MESURES

Des dizaines de citoyens assiègent la daïra de M'chedallah

Hier, tôt dans la matinée, et après avoir cadenassé le siège de l'APC d'Aghbalou, des dizaines de propriétaires de fusils de chasse, confisqués par les autorités au début des années 1990, se sont déplacés au siège de la daïra de M'chedallah où ils avaient observé un rassemblement. L'action de ces citoyens, dont certains dépassent les 70 ans, est venue après que les services de sécurité eurent procédé dernièrement à la restitution de 34 fusils de chasse au niveau de cette commune. Or, il se trouve que tous les citoyens auxquels le fusil de chasse a été restitué habitent soit en ville soit dans la périphérie directe du chef-lieu d'Aghbalou, à savoir Takerboust. Aussi, l'action d'hier est-elle venue pour dénoncer cet état de fait, en rappelant que les citoyens qui ont vraiment besoin de leurs fusils de chasse pour se défendre sont ceux qui habitent loin de la ville. Quelques minutes après leur arrivée, et selon des informations fiables, le chef de daïra a accepté de recevoir une délégation. Cependant, juste après le début des discussions, les membres de la délégation apprirent que le chef de daïra n'était même pas au courant de ces restitutions. Sur ce, les membres de la délégation ont levé immédiatement la séance tant leur interlocuteur n'était pas celui sur lequel ils pouvaient compter ni celui qui pourra donner une quelconque réponse à leurs interrogations. Aussi, des dizaines de citoyens étaient restés sur place devant le siège de la daïra, tout en exigeant la présence de responsables à même de pouvoir prendre sérieusement en charge leurs doléances.

Y. Y.

SIDI-BEL-ABBÈS

Vent de contestation dans plusieurs localités

Après Chélia Benachiba (Ténira), Sidi-Chaïb (Ras-El-Ma) et Taoudmount (Merine) la semaine passée, c'était le tour, dans la journée de dimanche, des localités de Teghalimet (Telagh) et Makedra (Aïn-El-Berd) de vivre les mêmes remous.

Un vent de contestation souffle, depuis quelques jours, sur plusieurs localités de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès et les manifestants ont presque tous les mêmes revendications : emploi, logement, infrastructures pour les jeunes, etc.

Dans la localité de Teghalimet, les manifestants ont déferlé vers le centre-ville, se sont par la suite dirigés sur la RN13 menant vers le chef-lieu de wilaya qu'ils ont coupée à la circulation avec des pneus et des pierres. Les mêmes revendications étaient sur toutes les lèvres : l'emploi et le logement. Les autorités locales ont accouru sur les lieux pour tenter de raisonner les manifestants.

La localité de Makedra a, elle aussi, vécu dimanche dernier, une journée de turbulences avec l'attroupement des manifestants devant le siège de l'APC pour réclamer de l'emploi. Les autorités locales et le chef de daïra se sont rendus sur les lieux pour contenir la protestation qui prenait de l'ampleur au fil des heures. Partout, c'était le même topo. Des citoyens en colère pour de meilleures conditions de vie, du travail et un logement décent et les autorités qui jouent aux pompiers avec des mesures d'urgence. Pour rappel, il y a une dizaine de jours, c'était la localité de Mezaourou dans la daïra de Telagh ainsi que le chef-lieu de Telagh qui ont vécu des journées de protestation.

En effet, des femmes avaient pris d'assaut le siège de l'APC et coupé la route pour exiger des postes d'emploi en apprenant que la daïra avait reçu quelques jours auparavant quelque 500 postes. Un chiffre en deçà de la demande qui avoisine les 2 000 dans les quatre communes que compte la daïra, nous a confié notre source.

A. M.

CONSTANTINE

Des sinistrés ferment la route sous le nez du wali

Des dizaines de femmes habitant la cité Oued El Had, située à proximité de oued Boumerzoug, ont fermé, hier, durant presque toute la matinée, la route se trouvant à proximité du cabinet du wali de Constantine, pour réclamer leur recasement dans des logements décents. Le 2 février dernier, les baraques qui servaient de logis ont été emportées par les flots de ce cours d'eau et les sinistrés du dit bidonville attendent, depuis, leur recasement dans des logements neufs. Le premier responsable de la ville comme son chef de daïra leur avaient promis, nous expliquent des femmes rencontrées sur place, que leurs doléances «légitimes» seraient satisfaites dans un bref délai. Un mois après, rien n'a encore été entrepris par les responsables pour apaiser leur souffrance.

F. B.

HAMMAM BOU-HADJAR (AÏN-TÉMOUCHENT)

L'unique bureau de poste saccagé

Les derniers actes de sabotage et de vandalisme qui ont secoué le pays, particulièrement la wilaya d'Aïn-Témouchent, la semaine dernière, ont causé d'importants dégâts qui ont pénalisé les citoyens de la ville des thermes, Hammam Bou-Hadjar.

L'unique bureau de poste a été littéralement pillé et incendié dans la nuit de dimanche dernier, ce qui a contraint la direction de tutelle à le fermer provisoirement pour pouvoir y effectuer des travaux de réfection et de restauration. Dans la ville des thermes, il n'existe qu'un seul bureau de poste pour une population qui dépasse les 40 000 citoyens. Donc, la décision de sa fermeture a pénalisé les citoyens, particulièrement les usagers de la poste qui devront pour effectuer des opérations de retrait ou de versement se déplacer en dehors du chef-lieu de la commune, car même les bureaux de poste des localités avoisinantes, à savoir Aïn-El Beïda, El-Hadjairia et Aurès El-Meida, n'ont pas assez de liquidités pour satisfaire tout le monde, car c'était le bureau de la ville de Hammam Bou-Hadjar qui les alimentait quotidiennement.

Une mesure palliative a été adoptée cette semaine, celle d'ouvrir provisoirement un bureau de poste au siège de la Conservation des domaines le temps que les travaux de restauration de l'ancien bureau de poste s'achèvent. Une décision qui pourra soulager quelque peu les citoyens de cette ville. Ces derniers continuent cependant à s'interroger pourquoi les responsables du secteur n'ont-ils pas pris les devants en réalisant un bureau de poste à la cité Mohamed-Boudiaf qui compte une population de plus de 10 000 habitants où d'ailleurs un bureau de poste est programmé depuis plus de dix ans.

A noter que les actes de sabotage de la semaine dernière ont touché plusieurs édifices publics, tels que le bureau de poste où une forte somme d'argent a été dérobée, le tribunal, l'agence CNEP et l'inspection des Domaines.

S. B.